

## Lancement du Projet de développement agricole rural -II Réduire la pauvreté en milieu rural

Willy NDONG  
Libreville/Gabon

**DANS** la perspective du lancement de la seconde phase du Projet de développement agricole rural, une délégation du Fonds international de développement agricole (FIDA), conduite par Bernard Hein, a eu mercredi une séance de travail avec la ministre déléguée à l'Agriculture, Patricia Taye. L'objectif de cette rencontre était, de faire d'une part, le point des actions menées lors de la première phase du Projet de développement agricole rural, et de décliner d'autre part, les différents programmes de la seconde phase du PDAR-II.

La mise en œuvre de la seconde phase de ce projet permettra d'intensifier la production agricole et faire une grande échelle ses résultats. C'est ainsi que la délégation a annoncé l'envoi d'experts dans les provinces de la Ngounié, de l'Ogooué-Ivindo et du Woleu-Ntem. Le Projet de développement agricole rural (PDAR) est destiné à réduire la pauvreté en milieu rural par la diversification et l'augmentation des revenus des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie, en facilitant l'accès des groupes cibles aux filières agricoles bénéficiant de marchés porteurs dans sa zone d'intervention. L'objet de



Le projet de développement agricole rural vise à réduire la pauvreté dans nos villages.

la structure est donc de développer des filières porteuses prioritaires au bénéfice des groupes cibles, de renforcer les capacités des différents acteurs des filières prioritaires et leurs organisations et les capacités

institutionnelles en matière de services d'appui au monde rural. Le PDAR cible les populations rurales pauvres (sans revenus légaux), les hommes et les femmes vivant en milieu rural, les jeunes résidant dans les villages et

les populations autochtones. Pour rappel, la première phase de ce programme a été signée en octobre 2007, entre le Gabon et le FIDA, suivi d'un accord de prêt de 5,7 millions de dollars (environ 3,3 milliards de francs), et d'un don d'une valeur de 274 000 dollars (environ 159 millions de francs) pour une période de 6 ans. Au mois de décembre 2013, le FIDA a approuvé un financement additionnel de 5,4 millions de dollars (3,1 milliards de francs) pour la mise en place d'infrastructures de commercialisation. La période d'exécution fut ainsi prolongée de trois ans, pour une date d'achèvement prévue pour le 30 septembre 2017.

### Brèves

**Kenya/ Afrexim Bank poursuit à Nairobi, sa rencontre avec des investisseurs**

Après Lagos au Nigeria, Afrexim Bank, la banque africaine d'import-export, poursuit au Kenya ses rencontres avec des investisseurs africains, pour augmenter son capital de 300 millions \$ (environ 174 milliards de francs), via l'émission de certificats de dépôts d'actions et leur introduction sur la Bourse des valeurs de l'île Maurice. L'institution multilatérale de financement du commerce en Afrique, veut sécuriser des fonds et les prêter aux Africains qui investissent dans la transformation des matières premières, a fait savoir le Dr George Elombi, vice-président exécutif d'Afreximbank pour la gouvernance d'entreprise et les services juridiques.

**Kenya/ La bourse de Nairobi termine la semaine en hausse, malgré une panique passagère**

La valeur des sociétés cotées sur le Nairobi Securities Exchange, continue de se maintenir au-dessus de 2,40 trillions de shillings kenyans (23,3 milliards \$), son niveau le plus élevé, depuis le vent de panique provoqué chez les investisseurs notamment étrangers, par l'annulation de l'élection présidentielle.

La performance du jeudi 07 septembre 2017, la plus significative de la semaine, a été marquée par une amélioration de la capitalisation boursière, de l'ordre de 25 milliards de shillings kenyans. Une performance qui s'est répétée ce vendredi 8 septembre, portant la capitalisation boursière de ce marché à 2,43 trillions de shillings kenyans

**Afrique/ 7 pays ont pu réduire le taux de malnutrition de 40 à 50% durant les 15 dernières années**

Entre 2000 et 2016, 7 pays africains ont été en mesure de faire reculer le taux de malnutrition dans une proportion comprise entre 40 et 50%. C'est ce qu'indique le récent rapport intitulé Alimentation : Comment l'Afrique peut-elle construire un futur sans faim ni malnutrition ? et publié en marge de l'AGRF 2017 par le Panel Malabo Montpellier, regroupant 17 experts africains et européens.

D'après le rapport qui se base sur la réduction de l'Indice global de la faim (GHI) durant la période considérée, les nations concernées sont le Sénégal (-56%), le Ghana (-54%), le Rwanda (53%), l'Angola (-43%), le Cameroun (-43%), l'Éthiopie (-43%) et le Togo (-42%). Cette performance s'inscrit dans un contexte global décevant (hausse de 28% du nombre total de personnes affectées par la faim entre 1990 et 2015) et résulte de réformes aussi bien institutionnelles que programmatiques.

Rassemblées par W.N.

## Transport aérien/Air France/ Direction régionale Afrique centrale

### Frédéric Descours, nouveau directeur



Frédéric Descours, nouveau directeur régional Afrique centrale de Air France KLM.

W.N.  
Libreville/Gabon

**DEPUIS** le 1er août 2017, Frédéric Descours est le nouveau directeur régional Air France KLM pour

l'Afrique centrale, dont le siège se trouve à Libreville. Il succède ainsi à Pierre Muracciole nommé directeur de la région Afrique du Nord et Sahel. Pour rappel, Frédéric Descours a rejoint le groupe Air France KLM



Air France se porte très bien dans notre pays.

en 2008, à Sydney, en Australie, en qualité de directeur du Centre de relations clients pour l'Asie et le Pacifique. Trois ans après, il sera appelé à une fonction similaire à Londres pour l'ensemble du marché Europe (12 pays).

En 2015, il est nommé directeur Air France KLM pour le Danemark et l'Islande, où il développe fortement son activité. Avant de rejoindre le groupe Air France KLM, Frédéric Descours a travaillé au sein de grands groupes comme Pinault

Printemps Redoute (français), Bertelsmann (Allemand) ou Soul Patinson (Australien). Le nouveau directeur régional pour l'Afrique centrale, Frédéric Descours, est diplômé en Commerce et Marketing.

## Secteur minier

### La Chine et la Guinée signent un accord d'environ 11 340 milliards de francs CFA

AFP  
Conakry/Guinée

**La Chine et la Guinée ont signé, mercredi dernier, un accord cadre prévoyant l'octroi de ressources minières guinéennes à des sociétés chinoises contre le financement d'infrastructures, à hauteur de 20 milliards de dollars.**

L'accord cadre signé mercredi 6 septembre prévoit le financement par la Chine de 20 milliards de dollars d'infrastructures en Guinée. La somme sera progressivement décaissée

entre 2017 et 2036. En échange, la Guinée accordera des concessions minières à des entreprises chinoises.

« Les entreprises chinoises qui se verront attribuer des permis et des conventions minières aideront à rembourser ce grand programme de financement pour la Guinée », a déclaré le ministre guinéen des Investissements et des Partenariats public-privés Ibrahima Kassory Fofana sur la chaîne publique Radio Télévision guinéenne. Parmi les projets prévus dans l'accord figurent une raffinerie d'alu-

mine de China Power Investment Corp et deux mines de bauxite pour Aluminium Corp of China (Chinalco) et China Henan International Cooperation Group, rapporte Reuters, qui précise que ces trois projets seront situés près de la ville de Boffa. Chinalco avait déjà annoncé, le mois dernier, son intention d'investir 500 millions de dollars à Boffa, à 200 kilomètres de la capitale Conakry. Ce projet minier avait été abandonné par BHP Billiton en 2013. Le projet d'usine d'alumine de CPI, d'un coût de 6 milliard, est, lui, évoqué depuis 2012,

selon Reuters. Le ministre des Investissements a fourni quelques détails sur le programme de financement chinois qui prévoit, pour cette année et l'année prochaine, une première enveloppe de 3 milliards de dollars, constituée de prêts et de dons. L'argent doit financer la reconstruction de la route Coyah-Mamou-Dabola d'un coût de 1,2 milliards ; la réhabilitation des voiries et de l'assainissement de Conakry pour 200 millions de dollars ; le démarrage de la reconstruction de quatre universités pour plus de 300 millions de dollars ;

l'interconnexion du réseau électrique avec la Haute-Guinée pour 250 millions de dollars.

Les fonds prévus dans cette première enveloppe sont principalement destinés à la construction d'un parlement guinéen et à l'extension de l'hôpital de l'amitié sino-guinéenne, selon le ministre des Investissements. Le ministre a en outre annoncé que la construction du barrage hydroélectrique de Souapiti allait faire l'objet d'une signature entre les deux gouvernements dans les prochains jours.